

SOUK-AHRAS

418 logements sociaux non attribués

418 logements sociaux attendent d'être distribués au chef-lieu de la wilaya de Souk-Ahras face à une demande dépassant les 12 500.

La mission n'est guère de tout repos pour la commission de daïra à la lumière des nouvelles dispositions relatives à la distribution des logements sociaux qui ne relèvent plus des compétences des communes.

Depuis deux années, la ville de Souk-Ahras, qui compte plus de 200 000 habitants, n'a bénéficié en tout et pour tout que d'un quota de 418 logements sociaux. Il faut le dire, l'opération d'attribution traîne en longueur, les unités réalisées attendent preneurs depuis plus de deux longues années et s'il y a retard, c'est aux entités locales de l'expliquer. Renseignements pris auprès des responsables très au fait de ce dossier, nous avons appris que les commissions de daïra vont être installées dans un avenir proche, elles seront deux à trancher dans cette affaire. Il s'agit des commissions de daïra et des recours. La



Photo : D. R.

première est présidée par le chef de daïra et se penche sur l'étude des dossiers ; la seconde l'est par un haut responsable au niveau de la wilaya.

Aussi paradoxal que cela puisse paraître, le retard dans l'attribution des logements génère des pertes colossales d'argent que le Trésor public endosse à ses frais, ce sont les charges engendrées par le gardiennage estimées à des millions de centimes l'an ; quant au manque à gagner concernant les loyers, il avoisine les milliards de

centimes pour une seule année.

Un simple calcul nous renseigne sur le montant faramineux puisé dans l'escarcelle de l'Etat et qui s'élève à des milliards de centimes pour une année. Ajoutons à cela le manque des agents responsables du gardiennage et dont l'OPGI est partie prenante, ce qui laisse planer le risque de dégradation des lieux par des squatteurs.

Le changement de main de la distribution des logements (LSL), à la faveur du décret

exécutif n° 04-334 du 24 octobre 2004 modifiant le décret exécutif n° 98-42 du 1^{er} février 1998 définissant les conditions et les modalités d'accès aux logements publics à caractère social, a certes suscité le mécontentement d'une poignée d'élus locaux, mais il faut également préciser que les logements qu'attendaient leurs bénéficiaires «légaux» donneront du fil à retordre aux commissions chargées de faire le tri des dossiers.

Barour Yacine

TIZI-OUZOU

Maâtkas, une circonscription sans banque

A se fier au dernier recensement général de la population et de l'habitat (RGPH), la circonscription de Maâtkas vient de dépasser le cap des 50 000 habitants (15 000 pour la commune de Souk-El-Tenine et 35 000 pour celle de Maâtkas).

Une contrée qui manque pourtant d'organismes de développement. A titre d'exemple, Maâtkas ne dispose toujours pas de succursales bancaires. Pourtant, ce ne sont point les potentiels épargnants et clients qui manqueront pour une agence bancaire si elle venait à s'installer dans cette région.

Actuellement, les citoyens desdites communes sont contraints de voir du côté de Boghni, Draâ-Ben-Khedda ou Tizi-Ouzou pour les besoins d'ouverture d'un compte bancaire. Aussi paradoxal que cela puisse paraître, ce n'est pas la volonté de s'y implanter qui manque chez nos différentes banques dès lors que pas moins de deux, le CPA et la Badr, ont émis officiellement le vœu de s'installer à Maâtkas, et ce, depuis déjà des lustres. Les «capitalistes» de la région ont toujours cette peur au ventre quand il s'agit de se déplacer avec leurs sous vers les banques des villes avoisinantes surtout que les chemins qui y mènent ne sont pas toujours si sûrs.

Il convient de rappeler que l'ex-APC a été solennellement saisie par ces agences en vue de dégager des lots de terrain susceptibles de les contenir. Pour l'heure, faute précisément d'assiettes foncières adéquates, le vœu de ces banques n'est pas encore exaucé. Ainsi, dès qu'il s'agit de dénicher un lot de terrain pour un projet immobilier, c'est un véritable dilemme auquel se confrontent les élus. Aussi, plusieurs projets sont mis en veilleuse en raison précisément de ce goulot d'étranglement qui est la disponibilité du foncier public dans les deux municipalités que compte cette daïra

Amayas Idir

Le microcrédit de plus en plus sollicité

Ils sont de plus en plus nombreux ces jeunes diplômés à avoir réussi de petites affaires grâce aux différentes formules contenues dans les dispositifs Angem, Ansej, FNDRA, et les émules.

On constate de visu des petites «boîtes» de photographies numériques et de prestations informatiques, des unités agricoles (élevage), des ateliers de menuiserie, soudure... où plusieurs jeunes chômeurs commencent sérieusement à prospecter des activités

soutenues par ces différents dispositifs de soutien à l'emploi de jeunes pour s'y investir. «Dommage que les formalités bureaucratiques soient sincèrement draconiennes particulièrement au niveau des banques qui montrent très souvent des signes de réticence !» déplore

un jeune de la localité, menuisier de son état. Ainsi, même la gent féminine s'est mise de la partie en créant pas mal de petites affaires (tissage, couture, coiffure...). En fait, d'aucuns n'ignorent que les PMI/PME représentent un véritable «avaloir» en matière de création d'emploi et, par ricochet, de la résorption de ce chômage qui ne cesse d'aller crescendo ; le taux

demeure toujours aussi alarmant en raison de ces innombrables jeunes qui arrivent sur le marché de l'emploi et de la vie active.

Ce domaine détient aussi le record en matière de création de richesses et reste en conséquence la meilleure opportunité pour ces milliers de jeunes en chômage, et surtout pour les universitaires.

Amayas Idir

OUM-EL-BOUAGHI

Le DGSN en visite de travail

En visite de travail depuis ce dimanche 6 décembre, M. Tounsi, directeur général de la Sûreté nationale, a procédé à l'inauguration d'une sûreté urbaine au niveau de la commune de Aïn-Beïda, commune située à 25 km à l'est du chef-lieu de wilaya.

Cette nouvelle structure vient à point nommé répondre au besoin de cette localité qui abrite plus de 200 000 habitants. De part sa position stratégique et la densité de sa population, Aïn-Beïda nécessite au moins deux autres sûretés urbaines dans les quartiers périphériques.

Au niveau du chef-lieu de wilaya, M. Tounsi a également inauguré une sûreté urbaine, selon la cellule de communication de la Sûreté de wilaya, d'autres structures similaires sont en voie de construction au niveau des daïras de Ksar-Bihi, Dhalaâ et Fkirina.

Nous apprenons aussi que cette dernière devait être réceptionnée, mais faute d'équipements l'inauguration n'a pu avoir lieu.

Le chef de Sûreté de wilaya nous confirma que d'autres sièges de sûreté sont en voie de réalisation au niveau de Henchir et de Soualhia respectivement au niveau des daïras de Aïn-M'lila et Aïn-Kercha.

Meskiana, une autre commune située à 70 km, à l'est du chef-lieu de wilaya, se verra dotée d'une brigade mobile de police judiciaire.

Oum-El-Bouaghi, chef-lieu de wilaya, se dotera d'une unité républicaine, le chef de Sûreté nous déclara que l'objectif recherché par le ministre de tutelle est d'arriver à une couverture optimale d'un agent de police pour 400 habitants.

Moussa Chtatha

KHENCHELA

1 mort et 4 blessés dans un tragique accident de la circulation à Chélia

Un mort et quatre blessés dans un état grave, tel est le bilan du tragique accident de la circulation survenu dans la nuit d'hier sur le tronçon Chélia-Bouhmama, à l'ouest du chef-lieu de la wilaya, selon une source bien informée auprès de la Protection civile. Les blessés ont été évacués vers l'hôpital de Kaïs puis vers le CHU de Batna dans un état critique, selon la même source.

La brigade de la gendarmerie a ouvert une enquête pour déterminer les causes de ce drame.

Abdelouhab Benzaïm

160 candidats pour un examen professionnel au CFPA d'El-Hama

Le centre de formation professionnelle d'El-Hama, 5 km du chef-lieu de la wilaya, abritera cette semaine un concours au profit des agents de conservation des renseignements. Selon le directeur du centre, M. Chorfi Nouredine, 160 candidats vont être interrogés dans plusieurs matières pour être sélectionnés et bénéficier d'un poste de travail sur les 11 proposés par la direction de l'éducation de Khenchela. M. Cherfi a ajouté que le centre a mis à la disposition des candidats et des encadreurs tous les moyens matériels et humains pour le bon déroulement de ce concours.

B. A.